

pour parler qu'il aurait avec chacune des provinces et territoires. La députée veut voir noir sur blanc qu'on accorde 100 millions de dollars aux initiatives spéciales. Le temps viendra et ce, dans certains cas, dès 1988.

Je peux lui confirmer que ce programme est bien avancé. Les mesures fiscales elles-mêmes ont déjà été présentées à la Chambre et font partie de ce poste de 5,4 milliards de dollars; le reste sera présenté progressivement. Voilà ce que nous faisons.

Je fais observer à la députée que les partis d'opposition desservent la Chambre lorsqu'ils disent aux Canadiens que l'on ne s'occupe pas de telle ou telle chose sous prétexte qu'il n'en est pas question noir sur blanc dans le budget. Les dépenses seront plus élevées que l'année dernière et des crédits sont prévus dans le budget à cet effet. Je puis affirmer à la députée qu'elle verra les résultats cette année.

**M. Gagliano:** Je profite de l'occasion pour poser une question au député. A plusieurs reprises, il a déclaré que le gouvernement était sur la bonne voie. Il a également fait remarquer que l'économie canadienne n'avait pas été aussi saine depuis des années. Or, le déficit annuel oscille aux alentours de 30 milliards de dollars. La dette publique est 60 p. 100 plus élevée qu'elle ne l'était en 1984. Nous admettons tous qu'au cours des six dernières années la reprise économique a été très forte. Pas besoin d'être statisticien pour ajouter qu'il y a quelque chose qui cloche. Depuis six ans, l'état de l'économie est bon. Tous les ministres du gouvernement déclarent à la Chambre qu'ils ont abaissé les taux d'intérêt. C'est une bonne chose. Cela signifie que le service de la dette est moins onéreux. Pourquoi cela ne se traduit-il pas par une compression du déficit annuel? Tous les experts, après le 10 février, ont admis que si l'on n'avait pas modifié les méthodes de comptabilité, le déficit annuel aurait été de 32 milliards, soit le niveau atteint le 31 mars 1984 juste avant les élections.

● (1600)

Depuis six ans, nous connaissons une reprise économique et pourtant la dette publique a augmenté de 60 p. 100. Le déficit national, en tenant compte de la comptabilité ingénieuse...

**M. Boudria:** Tenue de livres ingénieuse.

**M. Gagliano:** Oui, tenue de livres ingénieuse. Souvenons-nous que le ministre des Finances (M. Wilson) a déclaré, l'année dernière, que les employeurs allaient devoir verser les déductions à la source toutes les deux semaines et non plus tous les mois, ce qui fait rentrer automatiquement un milliard de dollars dans les caisses de l'État. Cela n'a rien changé, mais naturellement la situation du déficit paraissait bonne au premier de l'an.

Le député peut-il dire à la Chambre ce qu'a fait le gouvernement? Je ne veux pas qu'il dise que le gouvernement a créé des emplois. Effectivement, il en a créé, mais combien d'emplois les Canadiens ont-ils perdus durant la même période? C'est bien beau de parler de création d'emplois, mais il y avait 1,5 million de chômeurs au Canada en 1974 et il en reste encore 1,2 million aujourd'hui. Ce qui veut dire que seulement 300 000 emplois ont été créés à la faveur de la reprise économique, tandis que le gouvernement prétend en avoir créé un

### *Le budget—M. Benjamin*

million. Deux et deux font quatre, il me semble. Le député peut-il me donner une explication plus concrète?

**M. Belsher:** Monsieur le Président, le député fait grand cas du fait qu'il reste encore un million de chômeurs. Je le reconnais volontiers, mais ce qu'il importe de souligner, c'est qu'il y a aujourd'hui un million de personnes de plus au travail qu'il y en avait il y a trois ans et demi.

**M. Gagliano:** Ils ne sont pas recensés comme chômeurs. Voilà pourquoi.

**M. Belsher:** Non, le député tente de faire dire aux chiffres ce qu'il veut bien leur faire dire. Il y a plus de gens qui travaillent aujourd'hui qu'en 1984. Quelque 80 p. 100 des recettes additionnelles du régime fiscal sont attribuables au fait qu'un plus grand nombre de personnes ont un emploi et que les gens gagnent davantage.

Au point de départ, nous avons un déficit de 38 milliards.

**M. Boudria:** Non, monsieur.

**M. Belsher:** Il s'agissait de l'année 1984-1985.

**M. Boudria:** Vous étiez au pouvoir durant la plus grande partie de cette année-là.

**M. Belsher:** Le député pourra constater...

**M. Andre:** Il était fondé sur le budget Lalonde.

**M. Belsher:** Le budget avait été déposé bien des mois avant notre entrée en fonction. Il était déjà en place.

Il n'est pas facile de réduire les dépenses. Nous le faisons néanmoins. Le ministre des Finances a respecté tous les objectifs qu'il a soumis à la Chambre depuis l'automne de 1984.

Le député a eu tout à fait raison de dire que le déficit accumulé continue de croître. C'est vrai, mais il croît beaucoup moins vite qu'auparavant. Notre ministre des Finances prévoit que l'équilibre budgétaire aura été atteint au milieu des années 1990. Les frais financiers du déficit accumulé se chiffrent à quelque 30 milliards de dollars cette année.

Le ministre des Finances a réalisé tous les objectifs dont il a fait état à la Chambre. Je suis bien disposé à faire confiance à un ministre des Finances qui a déjà atteint à cinq reprises les objectifs qu'ils s'étaient fixés. Les objectifs qu'il a proposés à la Chambre ont été réalisés.

**M. Les Benjamin (Regina-Ouest):** Monsieur le Président, je suis ici depuis assez d'années et j'ai vu assez de budgets pour savoir que les visages peuvent changer mais que la direction et les priorités des budgets restent les mêmes.

Mes collègues et moi-même ont appelé ce budget celui des occasions manquées. Que se passerait-il si on concédait au gouvernement tout ce qu'il prétend et que l'on disait que ses déclarations étaient toutes, entre autres, exactes et appropriées? Que se passerait-il si on disait cela, même s'il fallait faire preuve de beaucoup de crédulité? Il faudrait d'abord considérer la situation économique du pays et tous les investissements nécessaires à effectuer au nom des Canadiens et du Canada dans son entier. Il faudrait également considérer ce qui s'est vraiment passé au cours des dernières années. Nous estimons qu'il s'agit d'un budget des occasions manquées parce que le gouvernement a laissé passer l'occasion rêvée de faire ce qui s'imposait.